

QUELQUES REPÈRES SUR L'IRAN

L'Iran est un des pays les plus peuplés du Moyen-Orient. C'est le quatrième producteur de pétrole au monde, urbanisé à plus de 70 % et alphabétisé à près de 90 %. Les femmes, à qui le port du voile est imposé, ont en moyenne moins de deux enfants et représentent près des trois quarts des étudiants. La répression est féroce contre les opposants, et en particulier les syndicalistes. Le pays détient le record mondial des pendoisons par habitant, avec nombre d'homosexuels et de membres des minorités nationales.

D'importantes mobilisations ont lieu aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Une confédération syndicale regroupant jusqu'à 400 000 membres voit le jour. Le Toudéh (parti communiste pro-soviétique), le seul parti sérieusement organisé, ne cherche pas à renverser le pouvoir en place. Au contraire, trois de ses membres entrent au gouvernement en août 1946 et en sont chassés dès octobre. Une répression brutale s'abat alors sur les syndicalistes, et le Toudéh est interdit en 1949.

En 1951, suite à la multiplication des grèves, le Chah nomme comme Premier ministre le dirigeant nationaliste Mossadegh. Celui-ci fait voter la nationalisation du pétrole, déchaînant l'enthousiasme populaire.

Les compagnies britanniques et américaines organisent alors le blocus du pétrole iranien et la CIA organise un coup d'État en 1953. Mossadegh est jeté en prison et une répression impitoyable s'abat notamment sur le Toudéh qui l'avait soutenu.

Un quart de siècle de dictature du Chah (1953-1979)

Les compagnies étatsunniennes se voient octroyer, en 1954, la mainmise sur 40 % de la production pétrolière et sur l'équipement de l'armée. Créée avec l'aide de la CIA, la Savak (police politique) fait régner la terreur.

Le clergé est la seule force qui parvient à sauvegarder son implantation. En 1964, Fayatollah Khomeiny est condamné à l'exil mais ses disciples continuent à agir

clandestinement. Ils puisent leur forces dans la petite-bourgeoisie traditionnelle (le Bazar) qui se sent marginalisée par le Chah.

Dans les années 1970, de nombreux intellectuels ne supportent plus les atteintes aux droits humains, les universités sont en effervescence, les grèves se multiplient, et la population des bidonvilles se mobilise contre les expulsions.

La révolution de 1979

En octobre 1978, les grèves ouvrières prennent une tournure de plus en plus politique. Dans le secteur du pétrole se mettent en place des comités de grève qui organisent nationalement la baisse puis l'arrêt de la production ainsi que le blocage des exportations. Finalement, le Chah part en exil le 16 janvier 1979. Une insurrection populaire a lieu à Téhéran du 9 au 13 février 1979. On assiste dans les entreprises à une explosion de comités, de syndicats et de conseils ouvriers. Khomeiny, qui était revenu le 1^{er} février 1979, est le seul à disposer d'un appareil politique et devient de facto le dirigeant du pays. Le gouvernement pro-Khomeiny désarme la population et met sur pied des milices islamistes, dont les Gardiens de la révolution (Pasdaran).

Près de 40 ans de contre-révolution islamiste
Une République islamique est instaurée en mars, avec le soutien du Toudéh (parti communiste) et des Modjaheddine du peuple (qui se réclament simultanément de l'islam chiite et du socialisme). Le pouvoir politique est désormais sous le contrôle étroit des autorités religieuses, qui

dressent notamment la liste des candidats autorisés à se présenter aux élections, peuvent démettre le président de ses fonctions et invalider les décisions du Parlement. Les religieux ont également la mainmise sur l'armée, la radio et la télévision d'État. Les femmes manifestant à l'occasion du 8 mars 1979 sont violemment agressées par des militants islamistes. Pendant l'été 1979, la liberté de la presse est attaquée par le pouvoir. L'intervention de l'armée et des Pasdaran contre les Kudeh fait des centaines de morts. Les organisations de gauche sont interdites et leurs locaux attaqués.

Profitant de l'élan nationaliste provoqué par l'invasion iranienne sous la houlette des USA, le régime établit un climat de terreur. Les travailleurs qui osent revendiquer sont persécutés. Plus de 30 000 opposants sont exécutés entre 1981 et 1989.

Entre 1981 et 1989, les Modjaheddine du peuple puis le parti Toudéh, jusqu'ici alliés indéfectibles de l'État islamique, sont démantelés. Un mouvement ouvrier indépendant du pouvoir commence à naître mais à se reconstruire à partir de 2004, malgré la répression féroce. En 2009, voter pour l'ancien Premier ministre Moussavi apparaît à beaucoup comme un moyen de s'opposer au président sortant Ahmadinejad. Accusant le pouvoir d'avoir truqué les élections présidentielles, des millions d'Iraniens défilent dans les rues. Ils et elles sont impitoyablement réprimés.

D'après un texte de Houshang Sepehr
<https://www.solidaires.org/Solidaires-international-revue-nov-décembre-2012>
— pages 138-146

La République islamique d'Iran est secouée depuis le 28 décembre par des protestations populaires contre la hausse des prix des produits alimentaires, le chômage de masse, les inégalités sociales toujours plus grandes, le programme brutal d'austérité et la répression politique.

Les manifestations ont débuté à Mashhad, deuxième ville du pays, puis se sont étendues à près de 80 villes et villages ainsi qu'à la capitale, Téhéran. Malgré une répression violente et un quadrillage militaire important, les manifestants, souvent jeunes et issus des couches populaires, descendent dans les rues à la nuit tombée et défient le régime avec courage. Depuis le 28 décembre, le pouvoir reconnaît la mort de 22 manifestants et l'arrestation de près de 1700 personnes. Selon les autorités judiciaires, 95 % des personnes arrêtées ont moins de 25 ans. À la faveur de cette nouvelle vague de répression, le régime a procédé à l'interpellation de militants

étudiants et ouvriers reconnus, et ce sans qu'un lien direct ne soit établi avec les mobilisations actuelles.

Un mécontentement profond
La portée et l'intensité de ce mouvement, l'adoption rapide de slogans radicaux contre le gouvernement et le système théocratique et dictatorial ont surpris les autorités iraniennes et les observateurs occidentaux. Pourtant, ce mouvement a été précédé par des mois de protestations des travailleurs. Le mécontentement profond porte notamment sur l'explosion des inégalités sociales, les suppressions d'emplois, le non-paiement des salaires et des pensions de retraites, sur l'indifférence des autorités envers les millions d'épargnants

ruinés par l'effondrement frauduleux de plusieurs institutions financières non réglementées. L'abandon total des victimes des récents tremblements de terre meurtriers ainsi que la corruption généralisée du pouvoir ont eu également un rôle important dans le déclenchement et le système théocratique et dictatorial ont surpris les autorités iraniennes et les observateurs occidentaux. Pourtant, ce mouvement a été précédé par des mois de protestations des travailleurs. Le mécontentement profond porte notamment sur l'explosion des inégalités sociales, les suppressions d'emplois, le non-paiement des salaires et des pensions de retraites, sur l'indifférence des autorités envers les millions d'épargnants

Une combinaison de facteurs
La crise sociale aiguë que connaît l'Iran est le produit d'une combinaison de facteurs : la corruption des élites au pouvoir et la confiscation des richesses du pays par la mollaharchie et les Gardiens de la révolution, la pression militaro-stratégique des États-Unis et les sanctions économiques, la crise économique mondiale et

Aggravation des attaques

Cette politique s'accompagne d'une aggravation des attaques contre les concessions sociales faites à la classe ouvrière suite à la Révolution de 1979. Au cours des quatre dernières années et dans la continuité des politiques menées par Ahmadinejad, le gouvernement

de Rouhani a accéléré les privatisations, la déréglementation et le démantèlement du code du travail. Ainsi, la mollaharchie a suivi les prescriptions du FMI en matière d'austérité et a remanié les règles régissant le secteur pétrolier et gazier pour séduire les géants européens et étatsuniens. En janvier 2016, les sanctions étatsuniennes et européennes les plus sévères ont été levées ou suspendues en échange du démantèlement par Téhéran d'une grande partie de son programme nucléaire. Mais les bénéfices liés à cette levée des sanctions ont exclusivement profité aux couches privilégiées de la société et aux élites au pouvoir.

Malgré cela, le régime entend aller plus loin dans les attaques contre les classes populaires. Comme en témoignent le dernier budget en discussion au Parlement, Rouhani entend renforcer l'austérité pour les masses, tout en augmentant les budgets des institutions religieuses et du clergé.

Pauvreté grandissante

La présentation du budget a été la goutte d'eau. Alors que l'Iran connaît un taux de chômage officiel de 12,7 % et qu'environ 40 % de la jeunesse est sans emploi, le budget prévoit l'augmentation du prix de l'essence de 50 % et la réduction des subventions au prix de l'énergie. Les subventions aux produits alimentaires de base et aux services essentiels ont été supprimées entre 2010 et 2016, durant les présidences d'Ahmadinejad et de Rouhani. Dans le même temps, le prix des produits alimentaires de base explose. Ainsi, le prix de l'œuf a par exemple augmenté de 40 % cette année. Tout cela, combiné à une inflation générale galopante (12 % selon le régime) est un nouveau coup dur porté au pouvoir d'achat des travailleurs et des couches les plus pauvres. Selon les estimations gouvernementales, le nombre d'Iraniens pauvres est d'environ 15 millions, et 3 millions souffrent de malnutrition.

Selon le World Wealth and Income Database, 1 % des Iraniens les plus riches possèdent 16,3 % de la richesse. Ils possèdent l'équivalent de la richesse de 50 % de la population (sur la base des données de 2013).

Une dictature capitaliste réactionnaire

Dans le même temps des milliards d'argent public sont octroyés aux fondations religieuses. Ces fondations, qui n'ont de compte à rendre qu'au Guide et qui sont exonérées d'impôts, font partie des plus grandes holdings du Moyen-Orient. Dirigées par des dignitaires du régime et par le commandement des Gardiens de la révolution, elles détournent des pans entiers de l'économie iranienne. Dans sa présentation du budget, le régime fait apparaître publiquement la somme de 1,7 milliard d'euros accordées aux fondations. Ce n'est évidemment que la partie émergée de l'iceberg. Selon Rouhani lui-même, 1/3 du

budget annuel de l'État échappe au contrôle du gouvernement et du Parlement. Cette part directement contrôlée par le Guide Khamenei est accaparée par les Gardiens de la révolution et par les différenciés fondationnaires. En 2013, le Guide contrôlait une fortune s'élevant à environ 95 milliards de dollars par le biais du Setad (« Setad ejairey hazare eman » qui veut dire « Siège pour l'exécution des ordres de l'imam »). Cet organisme possède des parts dans pratiquement chaque secteur de l'économie du pays, de la finance au pétrole en passant par l'immobilier et les télécommunications. La République islamique d'Iran est une dictature capitaliste réactionnaire et corrompue, en cela ce régime n'est pas réformable. Il est urgent de soutenir la mobilisation sociale actuelle et au-delà, l'ensemble des militants qui luttent pour le renversement de la mollaharchie, pour la justice sociale, l'égalité et la liberté.

Babak Kia et Houshang Sepehr

IRAN Une mobilisation populaire qui vient de loin



Depuis le 28 décembre, un vent de mobilisation souffle sur l'Iran. Inégalités sociales, chômage, corruption, austérité, autoritarisme : les causes des manifestations sont multiples, et ces dernières ont dû faire face à une répression d'ampleur qui donne pour l'instant l'impression que le régime a repris le contrôle de la situation. Mais rien n'est moins sûr, tant les racines de la mobilisation sont profondes. État des lieux.

AUX RACINES DE LA RÉVOLTE

LE MOUVEMENT OUVRIER IRANIEEN ET LES MOBILISATIONS

Depuis plusieurs années, l'Iran est secouée par des mouvements de grèves sans précédent.

Suite à l'accord de 2015 sur le nucléaire, la société iranienne était dans l'attente « des jours meilleurs » promis par le gouvernement « modéré » de Rouhani. Mais en réalité, rien ou presque n'a changé.

Face à cette situation, les mouvements de protestations se sont multipliés, allant des enseignants et infirmières aux travailleurs de la pétrochimie, des retraités aux chômeurs. Les enseignants ont été à plusieurs reprises à la pointe de manifestations organisées simultanément dans des dizaines de villes.

Répression massive

La réponse du régime islamique a été de plus en plus violente. Les prisons iraniennes sont remplies de militants ouvriers. Les syndicats iraniens sont en effet soumis à une répression sophistiquée, et la solidarité internationale du mouvement ouvrier est plus que jamais nécessaire, notamment pour obtenir la libération des militants et empêcher qu'ils ne meurent en prison comme cela risque d'être la cas pour Reza Shabahi du syndicat VAHED.

Dans ces combats inégaux, l'absence d'une organisation syndicale unifiant tous ces mouvements de protestations se fait de plus en plus sentir. Les structures syndicales restent éparpillées, et peu organisées en raison du refus du gouvernement de leur permettre d'avoir un siège et de tenir des assemblées générales.

Aujourd'hui, le seul syndicat officiellement toléré est celui des enseignants. Cela n'empêche pas que leurs membres sont jetés en prison, comme Roushod Bodaghi ou Beheshti Langardoodi.

Un syndicalisme combatif mais réduit

En octobre 2008, 3000 à 4000 travailleurs de la sucrerie Haft-Tappeh ont réussi à organiser une assemblée générale. Ils et elles ont élu 9 militants pour représenter le syndicat. C'était la première fois depuis plus de quatre décennies que des milliers de travailleurs participaient librement et avec enthousiasme, et la solidarité internationale du mouvement ouvrier dans cette branche d'industrie. La même chose a eu lieu concernant le Syndicat des transports en commun de la région de Téhéran (VAHED). Très rapidement, la foudre de la répression est tombée sur ces deux syndicats.

Néanmoins, leurs responsables continuent à s'exprimer au nom du syndicat et à organiser des luttes au nom des salariés qui les ont élus, lors de la seule assemblée générale qui a pu avoir lieu. Ce sont ces luttes qui font porter le syndicat et lui font gagner le respect et la confiance des travailleurs du secteur concerné.

Ceux-ci font appel à eux pour les représenter lors des conflits. D'autres syndicats plus petits existent, dont :
– le Syndicat libre des travailleurs ;
– les deux Comités de soutien à l'établissement d'organisations ouvrières libres (qui ont des structures dans quelques villes de province) ;
– le Comité de défense des droits des travailleurs ;
– le Syndicat des boulangers de Sagez ;
– le Syndicat des peintres d'Alborz ;
– l'Association des électriciens de Kermanshah.

Une nouvelle phase

Toutes ces associations et/ou syndicats ont soutenu le mouvement de protestation en cours. Chacun à sa manière et parfois tardivement, mais le fait est là : ils ont soutenu les revendications de cette révolte en invitant, de façon implicite afin de rester dans la « semi-légalité », leurs sympathisants à y participer. On ne connaît pas encore la réaction du pouvoir face à cette prise de position du mouvement ouvrier. La foudre de la répression est pour l'instant concentrée sur des étudiants : plus de 200 d'entre eux ont été arrêtés. Comme on peut l'imaginer, le sort de la gauche radicale iranienne

n'est pas meilleur. La répression sanglante de la décennie 1980 (plus de 30 000 morts) et l'exil forcé de nombreux survivants, n'ont pas pu être encore compensés par les nouvelles organisations politiques. La grande majorité des courants de la gauche radicale iranienne ont des membres et/ou des sympathisants sur place. Mais à part le Kurdistan, où son implantation est solide et importante, la gauche radicale n'est pas organisée dans des cellules et des réseaux établis. Mais les militants sont néanmoins actifs et ont participé aux manifestations. Ils ont notamment amené avec eux les mêmes revendications qu'il y a 40 ans : « Pain, Travail, Logement et Liberté ! » Ces slogans ont été scandés partout, à côté des « À bas les mollahs ! », « Mort à Khamenei ! », et surtout « À bas le régime islamique ! » À l'exception d'un courant maoïste, l'ensemble de la gauche radicale condamne l'intervention militaire de l'Iran en Syrie. Cela faisait 20 ans qu'on n'avait pas entendu cela dans un mouvement populaire. Il n'y avait par contre aucun slogan ou mot d'ordre islamique. La gauche et le mouvement syndical entendent dans une nouvelle phase de leur lutte.

Behrooz Farnahy

CONTRE LE CAMPISME, AVEC LA CONTESTATION

Les récentes mobilisations en Iran ont été l'occasion, dans une certaine gauche, de la réactualisation des thèses campistes, selon lesquelles tout ce qui semble aller contre les intérêts immédiats des États-Unis doit être soutenu, tandis que tout ce qui semble aller dans le sens de ces intérêts immédiats doit être combattu. Quitte à flirter, parfois, avec le conspirationnisme.

Le 30 décembre 2017, une traduction d'un article sur l'Iran, publié la veille sur le site Moon of Alabama, est mise en ligne sur le site Arrêt sur info (qu'il ne faut pas confondre avec Arrêt sur images). Dès les premières lignes, le ton est donné : « Hier et aujourd'hui, il y a eu des petites manifestations en Iran. Elles constituent probablement la première étape d'une vaste opération de "changement de régime" menée par les États-Unis et Israël avec l'aide d'un groupe terroriste iranien. » L'article est repris sur divers sites, entre autres le Grand Soir, et circule sur les réseaux sociaux, au côté d'autres textes défendant la même thèse : les mobilisations en Iran seraient l'œuvre d'une entreprise de déstabilisation venue de l'extérieur, menée par les États-Unis et Israël.

La main du étranger

Ce type de théorie n'est pas nouveau, a fortiori lorsque l'on s'intéresse à l'ensemble régional Moyen-Orient Afrique du Nord.

Le cas de la Syrie est à cet égard emblématique, qui a généré moult « analyses » expliquant que le soulèvement syrien de 2011 avait été fomenté de l'extérieur par des forces hostiles à Bachar al-Assad. Certains sont allés jusqu'à affirmer que l'ensemble du phénomène des « printemps arabes » n'était qu'une vaste opération de déstabilisation venue de l'étranger, principalement organisée par les gouvernements israélien et US. Les « preuves » à l'appui de ces thèses sont toujours indirectes et ne s'encombrent guère de la chronologie. Dans le cas de l'Iran, le raisonnement est le suivant : Donald Trump et Benjamin Netanyahu sont notoirement hostiles au régime iranien ; or ils se sont tous les deux félicités des mobilisations en Iran ; si donc c'est le régime n'est pas réformable. Il est urgent de soutenir la mobilisation sociale actuelle et au-delà, l'ensemble des militants qui luttent pour le renversement de la mollaharchie, pour la justice sociale, l'égalité et la liberté.

Mais à moins de verser dans une vision complottiste de l'histoire, tout ce qui semble aller dans le sens des intérêts immédiats d'une grande puissance n'est pas nécessairement organisé par

elle, quand bien même elle ferait preuve d'opportunisme. Certains, à gauche, semblent avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 !

Confusion entre opportunisme et manipulation

Nous sommes ici face à une confusion entre opportunisme et manipulation, qui découle d'une vision « par en haut » de l'histoire. Il ne s'agit évidemment pas de nier l'actualité du phénomène des ingérences extérieures, notamment en ce qui concerne les États-Unis, ni d'avoir la mémoire courte en oubliant l'Iran de 1953 ou le Chili de 1973. Mais les explications « par en haut », en réduisant les rapports sociaux à ce que l'on pense être les intérêts des grandes puissances, participent d'une négation de la complexité, si ce n'est de l'existence, de la lutte des classes.

Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble avoir oublié les accusations portées par la réaction russe contre Lénine, accusé d'être un agent à la solde du Reich dont la mission était la démolition des sociétés russes. La preuve ? L'Allemagne a facilité son retour en Russie en 1917 ! Comme dans le cas syrien, la réalité des mobilisations populaires à gauche, semble